

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

BILANS

Ce passage d'années est l'heure des bilans. Tout comptable agréé nous dira en confidence qu'un bilan est une forme du mensonge. Il est généralement « globalement positif » quand le présentateur y a attaché son nom et sa politique. Voyez M. Barre et son co-adjuteur M. Monory. Leurs échecs flagrants ne leur enlèvent aucune satisfaction d'eux-mêmes et de leur « libéralisme », qui fait la joie des grosses unités capitalistes. Comment en serait-il autrement quand la plus grosse de ces unités, l'Etat lui-même, alimenté par l'argent des citoyens, n'a pas d'autre but que de se décharger des tâches économiques qui lui revenaient sur les larges épaules des conglomérats capitalistes ? S'il arrivait qu'ils n'existent pas dans un secteur déterminé, on les créera, on les poussera de notre argent, et allez donc ! vendez à la fois des automobiles, des livres et des yaourts, mais « enrichissez-vous » !

C'est le XIX^e siècle qui est revenu dans les conditions toutes nouvelles d'une autre révolution industrielle. Ce « redéploiement » qui consiste surtout en une concentration industrielo-financière, s'accompagne d'une population croissante de sans-travail. Les spécialistes de la prévision ne la voient pas décroître mais augmenter encore. Nous ne voyons pas une seule de ces opérations de concentration — unissant parfois des trusts industriellement fort éloignés — qui ne s'annonce par des réductions de personnel.

Y avait-il donc tant de main-d'œuvre inutile ? Ne serait-ce pas plutôt que « l'appareil » d'Etat, nanti de notre argent, toujours plus lourdement prélevé, en fasse mauvais usage ? Les travaux d'intérêt général ne manquent pas qui feraient un appel de main-d'œuvre de toutes qualifications. Sans parler des services publics dont le fonctionnement est de plus en plus défectueux et que le gouvernement du « libéralisme avancé » abandonne par pans entiers au capital privé. L'Etat « fort » — fort

comme gendarme et comme policier dans son territoire ou ailleurs — se démet de ses fonctions économiques là où il avait démontré la supériorité du capitalisme d'Etat (il avait fait aussi la démonstration de ses vices) pour donner le champ libre, en les favorisant des deniers publics, aux sociétés multi-nationales incapables déjà d'assurer le plein emploi d'une force de travail progressant en nombre et en qualité ; mais n'est-ce pas volontaire-

DANS CE NUMERO :

- **Le syndicalisme à la petite semaine**
par Michel DESCARSIN
- **F.E.N. - F.O. Unité dans les services publics**
par Claude FROMAGER
- **Le centenaire de l'école publique**
par Jean MOREAU
- **« Travailleurs immigrés », c'est quoi ?**
par Simon RUBAK
- **Lettre d'Amérique**
par Pierre AUBERY
- **« Le F.L.N. Mirage ou Réalité »**
par Jean TEILHAC

ment qu'elles entretiennent en leur faveur sur ce que les capitalistes appellent « le marché du travail » ?

M. Barre se retranche derrière la situation internationale. « On ne fait pas mieux ailleurs », prétend-il. Si, on fait mieux au Japon et en Allemagne fédérale. On fait aussi mal en Grande-Bretagne où règne Mme Thatcher, émule de M. Barre et championne, elle aussi, du libéralisme. Mais il est vrai que la crise est mondiale. Dans cette partie du monde dite occidentale où domine encore le capitalisme privé réparti dans les sociétés multinationales, s'élargit le chômage permanent. L'économie non dirigée internationalement révèle son incapacité à donner du travail à tout le monde, tandis que la pauvreté est à sa porte et qu'une misère endémique atteint des millions d'êtres humains dans ce qu'on appelle le tiers-monde.

Attention ! cette société ne peut durer qu'en accumulant les risques d'explosion ! Ils fusent de partout. Rappelons-nous : ce monde occidental avait été organisé par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale sur les bases du plein emploi et de « l'Etat de bien-être ». Ce plan connu sous le nom de Plan Beveridge, put faire illusion un moment, le temps de réparer les désastres de la guerre ; il donna ses meilleurs fruits dans les Etats vaincus, l'Allemagne et le Japon. Ce sont encore ceux-ci qui supportent le mieux les effets de la crise mondiale actuelle parce que leurs appareils productifs et administratifs ont été reconstruits sur des bases neuves.

La crise des années 30 a échoué dans la guerre. La nôtre nous mène-t-elle à l'apocalypse ? On en sent partout les prémices. On finit par s'habituer à ces guerres localisées dans la crainte où nous sommes du conflit général. Le cynisme, le brigandage d'Etat, la réaction politique sont les compagnons de la crise. Carter et ses droits de l'homme se sont perdus dans ce concert infernal. C'est le temps des Reagan. Un vieux conservatisme se revigore dans les idées et dans les actes, tandis que, sous son couvert, se consolide un néo-capitalisme de managers à peine retenus par quelques lois sociales que doit difficilement défendre le syndicalisme ouvrier.

Celui-ci se ressent d'ailleurs et partout de la division du monde en deux blocs. Le second bloc, l'empire dit soviétique, est celui du capitalisme monopoliste d'Etat. Les néo-staliniens ont découvert cette expression pour définir le système politico-économique qui leur est opposé, sans s'apercevoir qu'il s'applique exactement au mode d'exploitation du travail qu'ils ont instauré. C'est toujours le salariat, à l'Est comme à l'Ouest, avec moins de contrôle ouvrier du côté dit socialiste. C'est pourtant de ce côté-là que s'est produit l'événement le plus important de l'année 80 pour le mouvement ouvrier international (le plus important aussi pour la stratégie des deux empires).

Le soulèvement général des ouvriers polonais (et des paysans aussi), a retrouvé, avec l'indépendance du syndicalisme, la source du mouvement ouvrier et, sous le beau nom de « Solidarité », les principes défendus, dans cette Revue, depuis plus de cinquante ans. Elle n'avait d'ailleurs d'autre mérite que de rester fidèle aux précurseurs en combattant la corruption introduite dans le mouvement syndical par les tenants du rôle dirigeant du parti communiste. Le mal qu'ils ont fait à la classe ouvrière, les dirigeants communistes français, anti-syndicalistes, le démontrent encore aujourd'hui en France, alors qu'ils font, derrière le parti, une belle crise électoraliste.

Il est vrai qu'en Pologne, l'Eglise catholique est restée puissante. Le nouvel opium du peuple s'est révélé peu efficace pour se substituer à la vieille drogue, « la vieille chanson qui berce la misère humaine ». L'Etat « marxiste-léniniste » doit compter et composer avec elle. Walesa, incontestable et magnifique leader ouvrier, croit au bon dieu et au cardinal. De ce côté, il n'est pas tout à fait libre. Les gouvernants préfèrent encore cela : on peut causer avec le cardinal, c'est une manière de concertation. Quant aux autres leaders, libérés des deux opiums — il y en a — ils sont décrétés irresponsables, anarchistes et antisocialistes ! « Solidarité » n'en n'a pas moins prouvé qu'elle répondait au besoin profond de la classe ouvrière polonaise. Elle a révélé en même temps l'imposture et le discrédit des faux syndicats, agents d'exécution du pouvoir d'Etat. Il y aura d'autres secousses.

Les syndicalistes ouvriers indépendants (il y en a aussi en France) peuvent mettre à l'actif d'un bilan qui en avait bien besoin l'apport de leurs camarades polonais. Ce qu'ils ont fait, quelles qu'en soient les suites, vaut pour nous comme pour eux. Le mouvement ouvrier international a senti passer, venu d'où on ne l'attendait pas, le souffle du renouveau.

En regard de ce tableau, que pèse notre petit bilan, à nous petit groupe dont l'indépendance est depuis longtemps affirmée et reconnue ? Il ne pèse pas lourd. En tout cas, pour 1980, nos abonnés réunis sont invités à se pencher sur ses résultats et à en tirer les conclusions.

Raymond GUILLORE.

La politique, je le répète, est l'art de conduire la cité, de s'occuper des affaires de la cité. L'essentiel est l'esprit dans lequel on la pratique. Depuis peu, maire de mon village de la Drôme, j'entends l'administrer avec le respect de mes concitoyens, ceux qui partagent mes idées comme ceux qui ne les partagent pas. A condition, quelles que soient leurs idées, qu'ils soient honnêtes.

Les abus, les scandales, la décadence de notre société révoltent. Mais ce serait lâcheté et manifestation d'égoïsme que de ne rien faire pour y remédier, que de se retirer sous sa tente et d'y jouer les Ponce-Pilate. Ceux-là sont méprisables qui crient leur mépris de la politique. Ce « moi, je ne fais pas de politique »..., il veut dire « moi, je suis du côté du manche, et tant pis pour ceux qui ne s'y trouvent pas ».

Haroun TAZIEFF.
(Ouvrez donc les yeux, éd. R. Laffont).

A LA PETITE SEMAINE

Cette nouvelle année est par certains côtés bien grise. On pourrait même y perdre son latin. Si la situation économique n'est pas rose pour les ouvriers, on peut dire que la situation syndicale n'est pas meilleure. Bientôt, ce n'est plus une surprise, nous aurons atteint les deux millions de chômeurs. Mieux : dans les cinq années à venir nous n'aurons aucune peine à dépasser largement ce chiffre. Quant à la situation syndicale, celle-ci se perd dans un silence qui est des plus étonnant. Devant ce qu'on appelle une crise économique —, mais qui n'en est pas une —, devant le chômage, devant la hausse des prix plus fulgurante de mois en mois, la réaction syndicale est des plus médiocre. Pourtant face à la dégradation exponentielle de la situation, que l'on a trop l'habitude d'attribuer au contexte international, une action syndicale de grande envergure n'est pas impossible. Elle est même la seule souhaitable dans un environnement politique décadent.

Face au chômage une seule réplique ; la semaine de quatre jours avec huit heures de travail par jour. Pas une heure supplémentaire tolérée. Que faire d'autre sinon réduire le temps de travail ? Au siècle où la machine moderne va apparaître ou paraît déjà dans certaines techniques comme archaïque et devra être ou sera remplacée à court terme par l'informatique (micro-processeurs et autres bricoles du même acabit), quelle autre solution pour donner bien-être et travail à tous ? Ce n'est pas en ressortant de vieilles rengaines du genre ; il faut relancer la production ! La production à outrance !

La relance de la consommation ? Alors que l'on produit trop, que l'on consomme trop ? Ne faut-il pas plutôt s'interroger sur les finalités d'une production et consommation effrénées, sur le rapport du bien-être et de ces deux dernières ? Il ne s'agit nullement de négliger le rôle important de la situation matérielle. Mais faut-il, au nom de celle-ci, fabriquer un monde fictif, créer des besoins artificiels ? En un mot a-t-on le droit d'étouffer le temps de vivre ? C'est bien du temps de vivre et de vivre autrement qu'il s'agit : de cela dépendra le mode de vie et la société future que nous préparons.

A la place de ces propositions, nous retombons dans l'habituel ronron, c'est-à-dire l'héritage du patrimoine culturel d'une gauche jacobine. Aucune proposition neuve, aucune création face à une civilisation de plus en plus technocratisée. N'y aurait-il plus à gauche d'hommes d'envergure ? Pourquoi ce silence des syndicats ; est-ce que même la semaine de trente-cinq heures ne serait plus au goût du jour ? Il est grand temps de secouer la poussière des traditions. Ou peut-être, pour ne pas déranger les habitudes, attendrait-on l'élection présidentielle ?

*

Le monde est dingue, il y a vraiment de quoi perdre la boussole ; purée de dieu pour s'y reconnaître ce n'est pas facile. Vivement que l'on regarde la France à l'envers, des fois que la vérité serait de ce côté. Nous aurons en ce début d'année 1981 l'honneur, si on le désire, de posséder une carte d'identité magnétique. Serait-ce la rançon du progrès, d'un progrès utilisé à bon escient pour des finalités bien précises, répondant à un centralisme où l'individu n'a peu ou pas d'importance ? Si l'informatique

marque un progrès, il va de soi que son utilisation ne peut être faite qu'avec parcimonie et prudence. Cette utilisation ne pouvant être que précédée de garanties véritables. Sans celles-ci nous courons le risque réel d'un fichage des plus modernes, d'une violation de la liberté et des droits de l'individu.

A l'annonce de cette nouvelle, nous aurions pu nous attendre à de vives réactions. Rien de tout ça. Pas la moindre protestation. Non content de cette décision, on pousse le paroxysme à son comble ; on vous balance une loi, la fameuse « sécurité et liberté ». Au nom de la liberté, on vous renforce une société déjà autoritaire, en précisant que seule la répression est synonyme de liberté. Là encore, juste pour le principe, quelques petites critiques de pure forme, un semblant de réprobation. Vraiment il y a de quoi en tomber le cul par terre !

*

Troisième volet : le PCF mène la campagne la plus odieuse qu'il soit. On savait qu'il était patrio-tard, nationaliste chauvin et que le cocorico était depuis longtemps son cheval de bataille, mais on pouvait espérer qu'il aurait mis le racisme en sourdine. Pas du tout ! Jojo la bavure, le Barrès des temps modernes, s'y vautre d'une façon répugnante, allant dans ses discours jusqu'à donner comme remède au chômage la suppression de la main-d'œuvre étrangère. Cette campagne ne s'est pas arrêtée là, les actes ont suivi. Résultat, on démolit un foyer d'immigrés à coups de bulldozer à Vitry. Quelques jours après, le samedi 10 janvier, manifestation du PCF dans la même ville, avec comme slogan « Halte au racisme ». Il n'y a vraiment pas de quoi rire ; il est même très grave de laisser se dérouler une telle campagne, le racisme dégénérant souvent en dictature. Que ne faut-il faire pour préserver son pourcentage aux élections ! Vraiment l'électeur n'a pas d'odeur.

*

Le nucléaire fait partie de cet état d'esprit général. Le programme continue de plus belle et, là aussi, la réplique est bien modeste. Les accidents, voir La Hague, se multiplient. Les astuces les plus invraisemblables pour édifier une centrale sont utilisées. Quand les gens d'un village comme Plogoff refusent celle-ci, on la leur impose par la force. L'argument massif justifiant cette construction est celui-ci : « La Bretagne n'a aucune ressource énergétique ». Mais a-t-on idée de mettre la place de la Concorde en culture sous prétexte que Paris n'a pas de ressources alimentaires ?

*

Eu égard à l'avenir de l'humanité, on n'a pas le droit de construire des centrales nucléaires sans avoir résolu les problèmes des risques de pollution, de l'élimination des déchets, etc.

Comme on n'a aucun droit de faire établir une carte d'identité magnétique sans garanties absolues ; de même, on ne peut justifier la répression au nom de la liberté, le racisme au nom de la résorption du chômage.

Mais nos syndicats, à l'heure actuelle, ont-ils encore ce genre de préoccupations et de scrupules ?

UNITÉ dans les services publics

Les conditions de travail à l'hôpital s'aggravent de jour en jour : manque de personnel, départs en retraite, mutations non remplacés, etc.

Les camarades F.O. de la Salpêtrière expliquent qu'il existe dans leur hôpital 120 lits de long séjour et que 120 lits d'aigus sont en permanence détartrés.

Ces lits passeront de 650 F par jour (remboursés par la S.S. à l'heure actuelle) à 97 F remboursés, plus 160 F par jour dans un futur proche.

Ce qui veut dire que le malade (ou la famille devra payer 160 F par jour non remboursés par la S.S. et les mutuelles. (Disposition de la loi BERGER).

Il y a en France (selon le syndicat FO du personnel, de l'A.P. de Paris) avec le casse organisé des hôpitaux, près de 10.000 lits supprimés dans la région parisienne et 28.000 dans toute la France.

Autre grave problème (toujours extrait de la loi Berger, vous savez celle qui a été abandonnée!) l'éclatement de la Caisse Primaire de la S.S. en sept caisses dans la région parisienne. D'où le risque existant de l'éclatement de l'A.P.

Après, le budget 1981 du Gouvernement entérine son démantèlement. Raymond la Science-Po, premier ministre a déclaré : « ... que cette nouvelle loi permet, sous seule décision du ministre de la Santé, de fermer des lits. Je le dis, nous fermerons des lits. J'y veillerais personnellement... ». Dans le département du Nord (où la mortalité infantile est la plus élevée) le gouvernement fait fermer 12 maternités.

Barrot déclarait dans le Concours médical du 1-11-1980 qu'il fallait : « ... éviter les surcapacités qui attirent le client, soigner à domicile les personnes âgées, ne pas créer de consultations externes,

revoir le statut administratif des hôpitaux publics ».

F.O. de l'A.P. rappelle que 63.000 agents travaillent dans les hôpitaux et qu'il y a 30.000 lits d'où 2 agents par lit. Barrot veut supprimer un agent par malade.

Enfin F.O. dénonce la création d'un nouvel ORDRE! Le CONSEIL de l'ORDRE des infirmiers (ères) qui sur demande du Préfet, du Procureur de la République, d'un directeur, d'une association pourra sanctionner le personnel infirmier en lui supprimant le diplôme d'Etat pour faute professionnelle non précisée ou pour raison de santé!

Bien entendu les Syndicats ne siègent pas à cet Ordre!

Le démantèlement des hôpitaux comme celui de toute la Fonction publique est l'affaire de tous.

Et ce n'est pourtant pas l'idée de la C.G.T. avec ses fécaloïdes journées d'action, et de la C.F.D.T. avec son interminable « resyndicalisation » (la C.F.D.T. n'était-elle donc pas un syndicat?) que le gouvernement reculera. Pourtant ce 3 décembre la F.E.N. et F.O. se sont retrouvées au coude à coude dans la rue. Manifestation unitaire dont les médias et les journaux (même de gauche) ont peu parlé. Il faut dire qu'elle était clairement dirigée contre le gouvernement. Qui fait le jeu de qui? F.O. dont beaucoup critiquent le réformisme, mais dont la presse censure les actions, ou la C.G.T. qui à chaque petite sauterie place de la République obtient la couverture? N'oublions pas que certains syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont approuvé cette manifestation unitaire.

Du refus de la C.G.T. de participer à cette condamnation du démantèlement, il m'est venu une confirmation : Que le P.C.F. était infiltré de Cégétistes!

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ LAÏQUE

De plus en plus nombreux à cause des compressions de personnel et des barrages voulus par le chef d'Etat, son premier ministre et leur subordonné à l'Education nationale, les enseignants des écoles privées laïques sont les parents pauvres de l'Enseignement. Comme ils sont donc parmi ceux qui ont le plus de mal à se défendre, la politique méchante de nos actuels gouvernants s'en prend à eux. Pourtant, n'étant pas fonctionnaires, ils ne sont pas payés par l'Etat mais par des employeurs privés, alors comment le gouvernement peut-il leur nuire? Par le biais de la Sécurité Sociale.

Un décret signé Barre, Barrot, Papon, Mattéoli et Méhaignerie le 25 mars 1980, qui pouvait sembler affaire courante et passer inaperçu, a tout bonnement retiré à ces enseignants leurs droits aux prestations de la Sécurité Sociale! Cela s'est manigancé d'une façon machiavélique dans le style des basses vacheries.

Tout le monde sait que la durée de travail des enseignants — notamment dans le Secondaire — ne se réduit pas à des heures de cours : le temps

des préparations et des corrections, entre autres, s'y ajoute. Il était donc admis par la S.S., qu'il fallait tenir compte des heures de travail faites en plus des heures de cours, l'équivalence étant de 1 h et 1/2 de travail pour 1 h de cours dans le primaire et de 3 h de travail pour 1 h de cours dans le secondaire et le supérieur.

Le temps plein normal des cours a donc été fixé par le Ministère de l'Education Nationale à 18 h par semaine dans les lycées, à 27 h dans les écoles primaires. Calculé sur l'année et compte tenu des vacances, le temps plein des cours, multiplié par 1,5 dans le primaire, par 3 dans le secondaire et le supérieur, était suffisant pour que les enseignants aient droit à la Sécurité Sociale.

Tout à coup arrive ce Décret du 25-3-80 qui stipule que « les assurés appartenant aux professions à caractère saisonnier ou discontinu » n'ont droit aux prestations de la S.S. que s'ils justifient de 800 h salariées dans l'année. (Etant donné la durée des vacances scolaires, l'enseignement est assimilé à du travail saisonnier ou discontinu!). Et ce Décret

est instantanément suivi d'une Circulaire d'Application du ministre de la Santé qui précise : « Les évaluations particulières telles que l'assimilation de chaque heure de cours à 1 h et 1/2, 2 h ou 3 h de travail salarié (ou assimilé) pour certaines catégories d'enseignants ne sont plus applicables ». Vlan !

Déjà, en comptant non les seules heures de cours mais les véritables heures de travail, beaucoup d'enseignants des écoles privées, qui n'étaient pas embauchés à plein temps, parvenaient difficilement à faire les 800 heures annuelles exigées. Avec la Circulaire d'Application, même en travaillant à plein temps ce n'est plus possible. Et c'est sans le moindre retard que les intéressés ont été avisés par écrit qu'ils avaient perdu leurs droits aux prestations ! (Les cotisations, elles, perçues directement sur le salaire restent obligatoires, bien entendu.)

Le S.G.E.N. a protesté, bien qu'il s'agisse de l'Enseignement privé et non de l'Education nationale. Le secrétaire national de la Fédération de l'Enseignement Privé a écrit, le 19-12-80 à la S.S., au directeur de la sous-direction de l'assurance-maladie pour faire valoir la situation vraiment dramatique où se trouvent désormais les enseignants qui n'assurent pas des temps complets et surtout ceux qui travaillent dans des établissements non conventionnés. Mais quelle réponse attendre d'un fonctionnaire qui obéit aux ordres de son Ministre ? L'agression vient exclusivement du gouvernement, elle est conforme à sa politique et a été soigneusement machinée. Les signataires du Décret et de la Circulaire d'Application savent fort bien ce qu'ils veulent, ce qu'ils font : ils agissent délibérément en ennemis des travailleurs. On n'apitoie pas cette sorte de gens-là, il faut leur faire échec.

MANUFRANCE, coopérative ouvrière ou régie nationale ?

Voilà qu'on parle maintenant d'une coopérative ouvrière de production pour ranimer la célèbre Manufrance de Saint-Etienne. Bien entendu, nous sommes pour. Nous nous étonnons seulement que cette proposition, qui émane de l'Union des Techniciens et Cadres C.G.T., vienne si tard. Pourquoi n'en a-t-il pas été question dès le début de la crise de la Manu au lieu de s'en remettre à toute une suite « d'hommes d'affaires », habitués à se repaître de cadavres ? Pourquoi la municipalité de Saint-Etienne, majoritaire au Conseil d'administration, n'a-t-elle pas eu l'idée première de proposer, quand l'entreprise était encore tout entière debout, de fonder une coopérative ouvrière de production qui eût entraîné la solidarité des travailleurs, de leurs organisations et de leurs municipalités, bien au-delà de Saint-Etienne. On a vu cela aussi chez Lip, à Palente : la coopérative n'a pas été retenue au départ, dès que le patron fut défaillant. On a recherché un autre patron, on a demandé un roi, sous prétexte que la révolution n'était pas faite et que, dans ces conditions, on ne pouvait rien entreprendre en dehors du patronat. Ce n'est que lorsque l'entreprise fut exsangue qu'on retrouva l'idée de la coopérative ouvrière quand Lip avait déjà perdu la plupart de ses moyens en même temps que son rayonnement dans le monde ouvrier.

Quoi qu'il en soit, en avant pour Manufrance, grande coopérative ouvrière qui maintiendrait et développerait l'emploi dans le foyer industriel stéphanois !

Dans la précédente chronique, en l'absence de cette proposition nouvelle et tardive, nous avons préconisé une régie nationale recréant l'activité principale de la Manufacture de cycles de Saint-Etienne ; installant, sur le marché international, une marque nationale des « deux roues », vélo et moto. Cette idée n'était pas née que chez nous, mais non plus pour Manufrance, on va le voir. Dans « Le Monde » du 24 décembre dernier, nous lisons que le groupe Dassault se prépare à acquérir la majorité du capital de Motobécane, deuxième fabricant français de vélocycleurs. On apprend que le groupe Marcel Dassault était déjà actionnaire pour 18 % de la firme ; il avait racheté en mai dernier les titres détenus chez Motobécane par la Régie Renault ! Eclatant exemple du passage de la propriété publique au capital privé ! Ce que Renault pouvait faire et que nous proposons pour Manufrance, c'est Dassault qui le fera à Motobécane. Au besoin, on lui fera un prix !

« Le Monde » conclut ainsi son information : « Le renforcement des intérêts du groupe Dassault dans Motobécane pourrait annoncer une nouvelle tentative pour lancer la production d'une moto française ».

Comparons à la proposition que nous faisons pour la Manu et gageons que s'il y a une « moto française » elle aura plutôt la marque Dassault que celle de Manufrance.

Raymond GUILLORE.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

C.C.P. 217.64-88 D Paris

De graves problèmes financiers empêchent les Editions Syndicalistes de marcher normalement. Nous ouvrons donc une souscription spéciale pour permettre, dans un premier temps, de payer le loyer puis d'éditer, si possible.

Chers amis lecteurs, nous attendons vos suggestions et votre aide. La liquidation des Editions Syndicalistes signifierait un grave échec moral : n'oublions pas que c'est une coopérative.

A l'avance, merci ! _____

Nous attirons l'attention des lecteurs sur les ouvrages suivants :

- **L'action syndicaliste**
de Victor GRIFFUELHES 20 F
Réédition d'un ouvrage de base écrit en 1908 par un ancien secrétaire général de la C.G.T.
- **La Chine**
de Robert LOUZON 15 F
Pour aider à comprendre la Chine contemporaine.
- **Les trois phases de la révolution socialiste**
de Raymond GUILLORE 10 F
Condensé d'un autre programme socialiste.
- **Les ouvriers de Saint-Nazaire**
de Nicolas FAUCIER 25 F
Une monographie sur un foyer de l'action ouvrière en France. _____

Tous ces pris sont franco.

Exceptionnellement : Les 4 ouvrages 50 F (port en sus)

Le centenaire de l'école publique

En vue de célébrer le centenaire des lois scolaires de la République un groupe de travail du Comité National d'Action Laïque s'est chargé d'explorer les grandes directions d'actions possibles.

Les militants syndicaux sont naturellement partie prenante dans la série de manifestations envisagées, non pas que l'Ecole publique soit toujours idyllique notamment au niveau de l'enseignement du second degré pour la fille ou le fils du prolétaire : bien des observations seraient à faire sur les conditions de son fonctionnement voire les desseins qui animèrent les bourgeois opportunistes qui la fondèrent, mais « Dame l'Ecole » pour reprendre le beau titre que le camarade André Henry, secrétaire général de la F.E.N. donna à l'ouvrage qu'il consacra à ce thème, reste un indispensable instrument d'émancipation sociale dès l'instant où, en soustrayant le cerveau fragile de l'enfant au carcan du dogme, elle peut contribuer à développer son esprit critique et à ne déléguer à quiconque le soin de penser à sa place.

Les fêtes du Centenaire, d'ores et déjà dans l'esprit de ses organisateurs ne doivent pas seulement commémorer un passé à la fois mythique et prestigieux mais ouvrir les portes de l'avenir en associant la jeunesse à cet anniversaire. Dans un monde qui se cherche, où sévissent le goût du profit et du pouvoir, les valeurs que propose la démarche laïque, peuvent sans doute, parce qu'elles sont permanentes, armer de jeunes esprits impatientes à juste raison de changer la vie.

Rappelons à ce propos à nos camarades la nature et les objectifs du C.N.A.L.

Il est constitué de cinq organisations d'usagers : la Fédération de l'Education Nationale, le Syndicat National des Instituteurs, la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente, la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques (dont le Président est désormais Jean Andrieu qui vient de succéder à Jean Cornec) et la Fédération des Délégués Départementaux de l'Education Nationale (appelés naguère Délégués Cantonaux).

Ses buts sont de propager l'idéal laïque et de promouvoir notamment dans le domaine scolaire des structures et des conditions de fonctionnement qui permettent conjointement le respect et l'épanouissement de l'enfant.

Son action est soutenue par un certain nombre d'organisations politiques (P.S., P.C.F./Radicaux de gauche...) syndicales (C.G.T., F.O., C.G.T., C.F.D.T.), civiques (Ligue des Droits de l'Homme) et philosophiques (Libre Pensée, Grand Orient de France...).

Le C.N.A.L. est structuré en Comités Départementaux et en Comités Locaux organisés selon les mêmes principes qui depuis plusieurs années ont fait leurs preuves. Cette organisation originale permet d'éviter les affrontements entre des organisations

qui seraient tentées de se servir de la laïcité à des fins électorales ou relevant de tactiques politiques circonstancielles et assure, par conséquent, les militants laïques que leurs convictions ne serviront pas de caution momentanée à tel ou tel courant politique.

Périodiquement le C.N.A.L. réunit ses délégués en colloques. Celui de l'an dernier auquel participèrent de nombreux scientifiques, sociologues, philosophes de l'éducation, etc., consacré aux « droits de l'enfant » a connu un grand succès.

Indiquons que le lancement effectif de la Campagne pour le Centenaire de l'Ecole Laïque interviendra à la faveur d'une réunion de tous les C.D.A.L. à Paris en janvier ou février 1981.

Après l'odieux attentat de la rue Copernic, les plus hautes autorités de l'Etat ont proclamé leur souhait d'une France « tolérante, fraternelle » et d'une société « pluraliste ».

« Tolérance, fraternité, pluralisme et liberté des opinions — observe le C.N.A.L. dans un communiqué — sont des valeurs que, depuis des siècles, les laïques ont voulu défendre et promouvoir et dont la meilleure garantie se trouve fondamentalement dans la laïcité de l'école et dans celle de l'Etat... ».

La réplique est pertinente et rappelle aux princes qui nous gouvernent et qui s'obstinent à croire que leurs sujets prendront des vessies pour des lanternes, que l'heure est venue de rassembler contre tous les cléricatismes les forces laïques encore éparpillées... Au moment où des nostalgiques du fascisme et du racisme osent relever la tête et où la vieille droite de toujours en s'affirmant nouvelle renonce à avancer masquée, le combat du C.N.A.L. parce qu'il engage l'avenir est plus actuel que jamais.

J. M.

Une démocratie véritable serait celle où les électeurs contrôlèrent leurs élus et où les élus contrôlèrent les ministres, une démocratie où contrôle, information honnête, liberté VERITABLE de la presse et des médias, fiscalité honnête, justice indépendante du pouvoir, pouvoir indépendant des groupes de pression financiers, permettraient la justice sociale.

Haroun TAZIEFF.

(Ouvrez donc les yeux, éd. R. Laffont).

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

Abonnements : 6 mois, 40 F — 1 ans, 100 F.

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 ans, 120 F.

C.C.P. 734.99 W PARIS

« Travailleurs immigrés », c'est quoi ?

— Ce sont ceux qui quittent leur pays pour venir travailler chez nous.

— Ainsi, au début du siècle, si un ouvrier alsacien venait s'installer en France pour y travailler, c'était — puisqu'il était allemand — un travailleur immigré ; mais il a cessé d'en être un lorsque l'Alsace est redevenue française. Inversement, s'il s'était installé en Rhénanie, il n'y aurait pas été, avant 1918, un travailleur immigré ; il le serait devenu depuis, en tant que français.

Le fait de travailler et de vivre dans une région autre (éloignée ou non) que celle dont il est originaire ne définit pas le travailleur immigré : par exemple, on ne qualifie pas ainsi un métallo lorrain qui s'en va se fixer à Brest ou à Fos où il est embauché ; en revanche, ce serait l'expression employée pour un mineur belge qui travaillerait et résiderait en France, ne serait-ce qu'à quelques pas de sa ville natale.

Un Français blanc, issu de Français blancs mais né et élevé à la Guadeloupe ne sera pas un travailleur immigré sur le territoire de l'Hexagone ; en revanche s'il s'agit d'un Guadeloupéen noir, même né à Genevilliers, est-ce ou n'est-ce pas un immigré ? Savoir !

Quand il vient travailler en France, celui dont les ascendants tous bien français vivaient en Algérie depuis plusieurs générations n'est pas un travailleur immigré ; il en serait un si quelqu'un de ses ascendants mâles avait été maghrébin.

Donc la notion de travailleur immigré implique que la séparation des peuples par les frontières conventionnelles qui bornent les Etats à la suite de divers traités est admise sans conteste. Elle implique également la notion de races et celle selon laquelle les individus appartiennent héréditairement aux Etats dont ressortissaient leurs parents. Elle implique aussi une hiérarchie bien déterminée des classes sociales : l'étranger opulent qui séjourne dans sa résidence secondaire de la Côte d'Azur, le très haut personnage politique en exil doré, l'écrivain célèbre ou l'artiste de très grand renom qui choisit la France comme « seconde patrie », sont des « hôtes de marque » fort considérés et non de vulgaires immigrés, encore moins des travailleurs immigrés.

Ces mots ne désignent pas non plus les ingénieurs, techniciens, spécialistes, etc. qui s'expatrient pendant un certain temps pour participer au développement économique ou militaire d'un pays : ils y sont reçus à titre de « conseillers », de « coopérants » et, là, ils sont mieux payés, plus favorisés quant à leur niveau de vie, que leurs homologues originaires du pays. C'est donc tout le contraire de ce qui se passe pour ceux qu'on appelle des travailleurs immigrés qui, eux, ne sont rien de plus, rien de moins que des prolétaires.

La notion nationaliste, raciste, ségrégationniste et généralement xénophobe de *travailleurs immigrés* est radicalement contestée et niée par la notion de *classe*

ouvrière qui est, elle, fondamentalement internationaliste puisque cette *classe* englobe, aussi bien par définition qu'en fait, l'ensemble des prolétaires qui, dans l'Industrie, travaillent comme ouvriers salariés, et tous ces prolétaires, sans exception, quels que soient l'âge, le sexe, le lieu de naissance, l'ascendance et autres précisions de l'Etat civil, la langue maternelle, la couleur de la peau ainsi que les races qui s'attribuent à vue de nez.

Sans doute les frontières entre les Etats existent bien, très matériellement, et les ressortissants de chaque Etat sont, pratiquement, des *étrangers* sur le territoire d'un autre Etat. Or les étrangers sont presque partout — en France notamment — soumis à une réglementation et à un arbitraire contraignants si ce n'est terrorisants. C'est l'intimidation légale, extra-légale, trop souvent criminelle et quelquefois atroce qui fait, des étrangers inquiets et plus ou moins persécutés (au moins moralement), une main-d'œuvre subalterne plus avantageuse pour les employeurs que les travailleurs originaires du pays. Il en résulte, entre ces deux catégories d'ouvriers, une concurrence aggravée par la vague de chômage, les employeurs embauchant de préférence les travailleurs que la condition d'étrangers met davantage à leur merci.

Quand les ouvriers d'un pays s'en prennent aveuglément à leurs concurrents « étrangers », ces derniers, menacés de toutes parts, privés de solidarité et de soutien, perdent tout recours, voient s'évanouir leurs faibles et derniers moyens de défense face à leurs exploités... ce qui les rend encore plus exploitables, donc plus concurrentiels !

C'est exactement le contraire de ce qu'il conviendrait de faire. Car s'ils étaient vigoureusement débarrassés de toutes les menaces qui les terrorisent, protégés par une solidarité efficace contre les brimades, les actes arbitraires et les mesures oppressives que leur vaut leur condition d'étrangers, ces travailleurs ne formeraient plus une main-d'œuvre particulièrement « avantageuse » et seraient donc infiniment moins concurrentiels !

Il faut évidemment reconnaître que le monde est partagé en Etats, qu'on trouve dans des Etats — entre autres en France — de grandes quantités de ressortissants « étrangers » qui sont des *travailleurs immigrés* plus ou moins en position de concurrence avec les travailleurs du pays. C'est une réalité.

Mais il y a une autre réalité, celle que la conscience de classe d'un ouvrier lui fait aussi reconnaître : c'est que la classe ouvrière industrielle, partout soumise à un même et seul système d'exploitation, le salariat, est, de ce fait, une et universelle, ce qui exclut l'idée de la morceler par référence aux Etats et de considérer séparément une classe ouvrière qui serait nationale, une autre qui serait immigrée et d'autres qui resteraient étrangères : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! ».

Simon RUBAK.

LE COMITÉ INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSION

Le 23 avril 1976 s'est tenue la réunion constitutive du Comité international contre la Répression. Ce comité est composé pour l'essentiel de syndicalistes de F.O. et de la F.E.N. (la C.G.T. refusant toute rencontre !...), de militants socialistes, trotskystes et libertaires.

Le C.I.C.R. s'est constitué autour de la libération de Léonid PLIOUTCH, pour la libération des dirigeants du syndicat de mineurs du Pérou (Herman CUENTAS et Victor CUADROS) et de quatre avocats-conseils de ce syndicat.

Des campagnes très actives sont nées des interventions du C.I.C.R., telles la campagne de libération de BOUKOVSKY et GLOUZMANN, la campagne pour MASSERA, mathématicien communiste uruguayen arrêté et torturé pour ses opinions, pour les médecins STERN et PLAKHOTNIUK, des historiens MORUZ, du philosophe chilien Juan Rivero SANDOVAL, tous emprisonnés pour délit d'opinion.

Le C.I.C.R. dénonce aussi bien la répression actuelle sur des militants de la C.N.T. en Espagne (procès de la Scala de Barcelone) que les disparitions de militants syndicalistes et politiques en Argentine.

Dans le monde entier, les gouvernements parlent de liberté. Mais à tous les horizons de la planète, les libertés sont surveillées, menacées, bafouées, piétinées.

En Bolivie, depuis des années, le gouvernement militaire répond par ses tanks et sa police à toutes les revendications des mineurs de l'étain, des paysans indiens et des étudiants de LA PAZ. En R.F.A., les interdictions professionnelles excluent des centaines de postulants de l'accès à la fonction publique pour simple suspicion d'opinions jugées non conformes à la constitution... Tout comme en R.D.A., les victimes de la répression politique — à l'instar de l'écrivain FAUST, après ses trois ans de prison, ne peuvent trouver le moindre travail. Sur le continent africain, des tas de régimes emprisonnent ou massacrent. Nous avons récemment reçu une lettre du Docteur Alberto NETO qui est emprisonné au camp de concentration de Luanda.

Condamné sans procès, pour rien, le Dr NETO risque sa vie pour avoir passé neuf mois en prison. Il est à noter que l'ANGOLA (pro-soviétique) possède toujours des juges portugais et utilisent des lois à caractère fasciste qui ne sont plus en vigueur au Portugal. Dans les pays de l'Est, la répression est particulièrement vive.

Des pays envahis et écrasés sous la botte stalinienne, la torture, le crime, l'hôpital psychiatrique sont monnaies courantes. Existe-t-il des différences entre le CHILI et l'U.R.S.S. ? Ou y aurait-il de nombreux points communs ?

Pourquoi le C.I.C.R., alors qu'il existe Amnesty International, la Fédération des Droits de l'Homme et un « Comité des Droits de l'Homme » dirigé lui par Marchais ! Je ne parlerais pas de ce dernier, nous parlons de droits de l'homme et non de mascarade. Amnesty, bien qu'efficace dans de nombreux rapports, semble avoir un rôle un peu trouble pour certaines arrestations. La grève de la faim des détenus politiques en Irlande du Nord est à cet égard significative.

Aucune réaction d'Amnesty ! Il semble que l'importance de cette organisation, dans certains pays,

lui confie une relation privilégiée avec le pouvoir en place. C'est plus que regrettable, mais l'honnêteté des adhérents d'Amnesty, fera sans doute rectifier cette attitude. D'autre part nous travaillons souvent et efficacement avec la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Pour adhérer ou soutenir les actions du C.I.C.R., des militants se sont réunis autour de la revue « LISTY » (1), revue de l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie.

Plus que jamais il est important de se mobiliser pour les droits de l'homme. Rappelons-nous que si nous laissons faire autour de nous, il ne restera plus personne pour protester quand cela sera notre tour.

C. FROMAGER.

(1) Cette brochure est éditée en français et est trimes- trielle. Il est possible de s'y abonner pour un minimum de 25 F et pour un soutien de 50 F, 100 F ou plus. Pour la Belgique 250 FB minimum. Envoyez ces paiements à Ginette VARIN, C.C.P. PARIS 10.757-39 M, 8, rue Michel-Peter, 75013 PARIS. Pour toutes correspondances concernant les activités du C.I.C.R., adressez votre courrier à Jean-Jacques MARIE, C.I.C.R., B.P. 221, 75564 Paris Cedex 12.

ENTRE NOUS

Cette nouvelle année sera pour la R.P. un nouveau démarrage ou une fin de carrière. De jeunes camarades croient en un second souffle et à l'importance d'une revue comme la R.P.

Sa disparition signifierait un très grave échec moral ! Combien existe-t-il de revues de ce type ? Dans quel journal a-t-on le droit de s'exprimer clairement et d'être différent ?

Pour toutes ces raisons, la R.P. doit vivre.

A la dernière réunion de l'Union des Syndicalistes, nous avons décidé, à l'unanimité, de nommer avec son accord Marie-Louise Marquis, directrice de la revue par intérim. Voilà donc un problème réglé. Pour l'instant l'équipe de rédaction se compose de Bureau, Descarsin, Fromager, Guilloire, Moreau, Rubak ; mais nous attendons vos propositions et votre approbation pour cette équipe, la liste n'étant pas définitive.

Outre ce problème, nous avons toujours celui des finances, bien que celui-ci soit, grâce à nous, moins urgent que les mois précédents. En publiant, comme vous pouvez le voir, un numéro de 12 pages seulement, nous désirons équilibrer notre budget. Mais nous avons encore un numéro de retard à payer.

Chers amis, n'oubliez pas la R.P. Nous attendons vos suggestions avec impatience.

Ne possédant plus de collections complètes, nous faisons appel aux anciens lecteurs si ceux-ci sont disposés à nous faire don de numéros qu'ils possèderaient en double.

Numéros manquants

Tous les numéros antérieurs à 1949 et janvier 49.

- 1950 Février, mai, juin, septembre, octobre.
- 1951 Février, mai, décembre.
- 1952 Février, mai, novembre, décembre.
- 1953 Février, avril, mai, juillet, août, septembre.
- 1954 Septembre.
- 1956 Août, septembre, décembre.
- 1957 Janvier, février, mars, juin, août, septembre, novembre, décembre.
- 1958 Janvier, février, novembre.
- 1959 Novembre, décembre.
- 1960 Janvier, mars, juillet, août.
- 1962 Février, mai.
- 1964 Mars, mai, novembre.
- 1965 Septembre.
- 1966 Avril.
- 1967 Juin, juillet, août, septembre, octobre.
- 1968 Juillet, octobre, décembre.
- 1969 Janvier, février, juin, novembre, décembre.
- 1970 Février, mars, avril.

LETTRE D'AMÉRIQUE

par Pierre AUBÉRY

LA SITUATION AU QUÉBEC

(suite et fin)

Le climat de confrontation qui régnait à la veille du référendum s'est rapidement rasséréiné. Comment expliquer cela ? Que s'est-il passé ?

D'abord, comme Trudeau le mentionnait dans sa déclaration à la Chambre des Communes, le Québec n'est pas la seule province du pays qui soit insatisfaite du rôle et des fonctions que s'est attribué le gouvernement fédéral. Les provinces de l'Ouest, en particulier l'Alberta riche en pétrole, réclament la propriété exclusive de leurs ressources naturelles et une totale autonomie de décision en matière de politique économique. Au Québec, René Lévesque n'a cessé de rappeler que ce à quoi s'oppose son parti, c'est au principe d'un fédéralisme centralisateur qui voudrait imposer ses normes au pays tout entier et menace par là le caractère particulier de sa province. Une véritable Confédération, libre association de partenaires égaux, n'a jamais vraiment été essayée au Canada. Son fonctionnement normal devrait permettre de donner satisfaction aux principales revendications québécoises.

D'autre part, de tels progrès ont été enregistrés depuis vingt ans au Québec que, même au sein de la communauté francophone, on n'est plus si sûr que l'indépendance politique apporterait des avantages tangibles. Avec l'appui direct ou indirect du gouvernement, des industries modernes se sont implantées partout où l'abondance des ressources naturelles, de l'énergie électrique et de la main-d'œuvre le rendait possible. Des grands travaux ont été menés à terme qui ont rendu les communications plus faciles entre Montréal et le reste de la province. Les progrès dans la qualité de la vie et de l'habitat sont visibles partout grâce à la construction qui a renouvelé une partie importante du patrimoine immobilier en quelques années. Et tout cela est aussi évident dans les grandes villes comme Montréal et Québec où se multiplient les tours et les centres commerciaux, que dans les campagnes où de coquettes maisons de briques remplacent partout les chalets de planches de naguère. Cette transformation est si massive et si visible que, lorsqu'on suit les routes qui mènent du Québec aux Etats-Unis, on a l'impression, la frontière américaine franchie, de pénétrer dans un pays beaucoup moins moderne, aux maisons mal entretenues et aux immeubles vétustes, dont les villes donnent une pénible impression de décadence. Ce n'est certes qu'une impression locale qui ne tient pas compte du dynamisme et de la prospérité si manifestes dans d'autres régions des Etats-Unis. C'est cependant un phénomène significatif car il est de nature à inciter les Québécois à rester chez eux et nullement à aller s'installer au sud de leur frontière comme ils l'ont fait si volontiers, et par millions, entre 1860 et 1960.

LA NOUVELLE CLASSE

Le Québec qui n'avait naguère qu'une très petite bourgeoisie, exerçant surtout des professions libérales, a vu se constituer depuis la Révolution Tranquille au sein de sa population une classe moyenne nombreuse et prospère. Le climat politique a favorisé l'accession des jeunes diplômés de langue française à toutes sortes de fonctions administratives, techniques et commerciales que leurs pères n'auraient jamais cru pouvoir exercer. Certes c'est surtout dans le secteur gouvernemental et para-gouvernemental qu'ils ont trouvé de l'embauche et reçu de l'avancement. Mais les secteurs contrôlés de près ou de loin par le gouvernement se sont multipliés très vite au Québec et le gouvernement péquiste de René Lévesque a encore accéléré le mouvement. Hydro-Québec, mais aussi l'industrie de l'aluminium, de la pâte à papier et de l'amiante ont recruté en masse des techniciens francophones. Il en est résulté que le Québec a maintenant, sinon ses énarques, du moins des technocrates qui peuvent exercer leurs métiers, en français, et jouir des prérogatives de leurs fonctions sans éprouver le moindre complexe d'infériorité à l'égard de leurs collègues anglophones. D'ailleurs nombre de ces jeunes Québécois sont bilingues et se sentent parfaitement à l'aise, utilisant l'une ou l'autre langue, dans l'espace socio-économique nord-américain. Ils semblent d'ailleurs mettre quelque coquetterie à se distinguer aussi peu que possible, par leurs attitudes et leurs options politiques et économiques, de leurs collègues anglo-américains. Les technocrates québécois, comme leurs homologues dans tous les pays industrialisés, se disent pragmatiques, donc absolument décidés à travailler et à prospérer dans le monde tel qu'il est. Vivant en Amérique du Nord, ils refusent toute innovation idéologique et toute option radicale. Ils acceptent le système de la « libre » entreprise et de la concurrence dans le cadre du marché. En bref ils veulent se montrer aussi « businesslike » que les Américains et, qu'ils soient fonctionnaires du gouvernement provincial ou engagés dans le secteur privé, ils se cabrent dès qu'on leur parle de socialisme. Cette attitude a donné jusqu'alors de bons résultats en facilitant la modernisation de la province et l'accession de nombre de diplômés francophones à des fonctions de responsabilité. Mais elle comporte également certains risques.

LE CONTRE ET LE POUR

En premier lieu il y a de bonnes raisons de craindre que, maintenant qu'ils ont fait leur trou, ces jeunes technocrates ne se désintéressent du bien-être et de l'épanouissement des éléments moins

(suite de l'article page 12)

A TRAVERS LES LIVRES

« LE F.L.N. MIRAGE ET REALITE »

C'est le titre d'un ouvrage qui vient de paraître aux Editions Jeune Afrique. L'auteur en est Mohammed Harbi, qui a été un haut apparatchik du F.L.N., conseiller de Ben Bella, opposant à Boumediène, exilé en France depuis 1973.

Le livre et l'auteur réveillent en moi bien des souvenirs.

Entre juillet 1963 et mars 1966, j'ai fait de longs séjours en Algérie comme coopérant administratif. A près de soixante ans, j'y mettais les pieds pour la première fois de ma vie. Mais ma pensée y était allé souvent. A la fin du siècle dernier, mon père y avait commencé une carrière de fonctionnaire qu'il avait très vite préféré poursuivre en métropole. Entre « les Bicots » et lui, ça n'avait pas marché. Mais, pas du tout. Depuis longtemps, une mise au point sur place s'imposait à moi. Grâce à la coopération, ce fut fait. Et en Algérie, je trouvais des frères. J'y trouvais aussi autre chose.

En 1963, Mohammed Harbi était directeur de l'hebdomadaire « Révolution Africaine ». C'était la seule publication lisible de toute la presse algérienne. En 63 (ou 64), le film « Viva Zapatta » — interdit de projection du temps des Français — était passé sur les écrans algériens. Mais il en avait brusquement disparu. En effet, cette belle évocation d'une révolution paysanne est aussi la triste histoire d'une révolution confisquée. Le film eût un impact énorme. L'on jasait beaucoup dans les salles obscures. On faisait à haute voix — mais dans l'ombre — des rapprochements si « absurdes » que le film dut être retiré. J'écrivis à « Révolution Africaine » pour protester contre ce retrait. Je le confesse aujourd'hui avec gêne : ma lettre était anonyme. Je n'aime pas ça, mais je ne voulais pas me faire vider (je ne reculais d'ailleurs que pour mieux sauter). A mon grand étonnement, ma lettre fut publiée, mais fort astucieusement tripatouillée de telle façon que ma protestation devenait approbation!! Du beau travail! J'étais, sans pouvoir réagir, vachement « possédé »! J'en ai longtemps voulu à Mohammed Harbi.

Je ne lui en veux plus.

Son livre est en effet la plus dure condamnation que j'aie jamais lue à la fois sur les organisations révolutionnaires algériennes et sur le nouveau régime en place.

En ce qui me concerne, cette double condamnation, je l'ai prononcée très vite après mon arrivée en Algérie et la Révolution Prolétarienne a bien voulu à l'époque se faire l'écho de l'indignation qui était la mienne et publier quelques sévères papiers de mon cru (sous une signature d'emprunt, tant que je vivais là-bas ; j'étais décidément bien cachottier).

M'est-il permis aujourd'hui de rappeler que cette publication n'alla pas sans provoquer quelques... réticences ? Charbit, qui était, lui, parfaitement au courant du mirage et de la réalité de l'Algérie du F.L.N., doit s'en souvenir.

Mohammed Harbi y a mis le temps, mais il n'y va pas par quatre chemins : « On a voulu voir dans l'opposition F.L.N.-M.N.A. le choc de deux politi-

ques. Elle est, en fait, une rivalité entre deux mouvements à volonté hégémonique, poursuivant des buts identiques dans un style différent ». Encore que l'auteur réhabilite plutôt Messali Hadj, dont la Révolution Prolétarienne prit plus d'une fois la défense.

« En 1954, le peuple algérien... entre en mouvement sous la conduite d'une direction qui a le culte de la force et de l'autorité et dont certains traits relèvent du mode d'exercice du commandement propre aux chefs traditionnels. » Pour ma part, je ne pense pas que la référence aux chefs traditionnels soit la seule, ni la pire. La pire, si je m'en rapporte à ce que j'ai vu dans l'administration algérienne à tous les niveaux — des bureaux des directions ministérielles aux guichets des exécutants — ou encore à tout ce qu'a écrit René Dumont sur l'Afrique Noire (dans son dernier bouquin, en particulier, « L'Afrique Etranglée », au Seuil), c'est la référence au colonisateur dont on aspire tout bonnement à prendre la place et à pratiquer les méthodes. Croyez-moi, chez beaucoup ça ne va pas plus loin que ça.

« Le régime algérien n'est... ni un régime socialiste, ni un régime de transition vers le socialisme. C'est un capitalisme-bureaucratique. Le rôle de l'Etat a été décisif dans la formation de la société. Il a créé de toutes pièces une bourgeoisie et une classe ouvrière nouvelles, fonctionnarisé l'intelligentsia. Toutes les classes lui sont inféodées. »

J'adhère entièrement à ce constat.

Libre à Paul Balta, rendant compte du livre de Mohammed Harbi dans *Le Monde* du 8 août dernier, d'y voir un allègre règlement de comptes. Où y a-t-il matière à allégresse dans ce sinistre tableau ?

Paul Balta reproche à Mohammed Harbi d'y aller un peu fort dans le rappel des rivalités personnelles entre les dirigeants nationalistes algériens : « la charge est telle, écrit-il, qu'on finit par se demander comment l'Algérie a réussi à accéder à l'indépendance ». Sur cette « charge », sur cette interrogation... comique, il y aurait beaucoup à dire. « Ici et maintenant », comme dit l'autre, je me contenterai de me demander à mon tour comment la France a réussi à conquérir l'Algérie, tant l'histoire de cette conquête — telle qu'on peut la lire, par exemple, dans le premier tome de « L'Histoire de l'Algérie Contemporaine » de Charles-André Julien (P.U.F., 1964) est toute dégoulinante — côté français — de coups fourrés, de saloperies nauséabondes, de rivalités sordides. (Imposture, sur ce chapitre comme sur tant d'autres, des récits épiques de mes vieux manuels scolaires !)

Paul Balta se demande encore — à propos de la dénonciation par Mohammed Harbi des comportements jacobins et centralisateurs des chefs historiques algériens (de Messali Hadj à Boumediène) — « si le peuple algérien ne s'est pas accommodé de ce centralisme pour avoir trop souffert pendant des siècles de n'avoir pas disposé d'un Etat fort et structuré ». Que doivent penser de cette vue « allègre » de la réalité algérienne par un journaliste parisien, mes amis de là-bas, soucieux de l'avenir de leur pays, de plus en plus conscients que changer de joug c'est rester sous le joug et qui, de plus en plus, vivent (survivent) en marge de l'Algérie de Ben Bella, Boumediène et la suite, comme ils vivaient (survivaient) en marge de l'Algérie de Robert Lacoste ?

Jean TEILHAC.

Nous avons reçu : Le premier tome de la correspondance de **Camillo BERNERI**. Il concerne tout particulièrement les événements de la guerre d'Espagne. La plupart de nos lecteurs savent que Berneri, anarchiste italien éminent, parti combattre Franco par « le fusil et la plume » fut assassiné par un commando stalinien, dans des conditions fort claires mais que les communistes ont déclaré — et déclarent encore — « mystérieuses ».

Cette correspondance est éditée en italien, mais nous ne pouvons indiquer à nos lecteurs susceptibles d'en prendre connaissance le moyen de se procurer ce livre, aucun point de vente — en France ou en Italie — ne nous ayant été communiqué.

PARMI NOS LETTRES

Réponse stupide et cordiale au camarade Deudon

« Le socialisme ne sera jamais, nous dit Deudon — qui n'y va pas, en effet, avec le dos de la cuillère — qu'un avatar (1) du capitalisme : le capitalisme d'Etat monopolistique avec sa bureaucratie totalitaire ». C'est là, pour Deudon, une « nécessité structurelle », comme, à l'inverse, pour de nombreux socialistes — libertaires ou autoritaires — il y a eu longtemps, de la part du régime capitaliste, une incapacité « structurelle » de réduire les servitudes de la classe ouvrière. Et Deudon de se demander si la R.P. — qui prône un socialisme libertaire et qu'il lit depuis cinquante ans — ne serait pas le nouvel « opium du peuple » ?

Bravo à Deudon qui a su résister à un demi-siècle d'intoxication !!

Bravo aussi et surtout à la R.P. de lui avoir donné deux colonnes pour s'exprimer. On souhaiterait trouver le même libéralisme dans tous les organes de la presse libertaire, qui crèvent, si je puis dire, de leur nombrilisme.

Mais deux colonnes, ce n'est pas assez. Il faut absolument que Deudon puisse s'expliquer largement aussi bien sur les hautes vertus de « l'économie de marché développée », mère, d'après lui, de la démocratie (mère, également, des millions de chômeurs du monde capitaliste et des centaines de millions d'affamés du tiers-monde), que sur l'authenticité du « socialisme » de Brejnev. (Je demande au camarade typo de ne pas oublier les guillemets.)

Lire dans nos colonnes que « c'est Brejnev qui est logique » (comme Amin Dada se proclamant socialiste ne l'était pas moins) est peut-être inattendu, piquant, original. Mon propos le sera sûrement beaucoup moins si j'évoque en terminant — pauvre drogué que je suis par la R.P. depuis presque aussi longtemps que Deudon — ceux qui luttèrent hier à Kronstadt, à Budapest, à Prague — et j'en passe —, qui luttent aujourd'hui à Gdansk et qui lutteront demain partout où se poursuivra le combat contre l'oppression.

Jean TEILHAC.

(1) Avatar : définition du Larousse Elémentaire : transformation, métamorphose ; ne signifie pas aventure — Le socialisme : transformation, métamorphose du capitalisme, pour quoi pas ?

A la mémoire de Félix RIVIÈRE

Je croyais que le regretté camarade lyonnais, Félix Rivière, était oublié parmi tant d'autres qui ont servi la cause de l'émancipation ouvrière. Mais voilà que, dans le numéro 658 de la « R.P. », je lis un hommage, signé Yvette Pierre, à son activité politique et syndicale que je connaissais bien.

Ce que Rivière fit de plus pratique, c'est, en 1945, son opposition à l'absorption de la C.G.T. par les communistes. A la Bourse du Travail de Lyon, leur police s'exerçait à l'expulsion de ceux qui se découvriraient comme opposants. Cette opposition s'organisait un peu partout en France. Le syndicat de la métallurgie C.G.T. avait obtenu que le syndicat des ingénieurs entre comme section dans le syndicat de la métallurgie. Le secrétaire en était notre camarade Bardin assisté d'Eglantine Berthet, fille d'un vieil ami propagandiste anarchiste, natif de Saint-Etienne, qui joua un grand rôle contre la guerre de 1914 et dans les grèves de 1919.

A Paris et en d'autres villes, les opposants aux staliniens organisèrent des Comités d'Entente Syndicaliste autour du journal mensuel « La Bataille Syndicaliste » édité à Paris et dirigé par Pierre Besnard. Je ne sais pas comment je m'y trouvai entraîné par un groupe de camarades de diverses tendances. Rivière en était. Le secrétaire et animateur était le regretté camarade Francis Fuvel du syndicat des métaux.

Nous recevions de Paris plusieurs paquets dudit journal. J'en envoyais à Givors et à Saint-Etienne. La diffusion à la Bourse du Travail et dans les ateliers se faisaient d'une manière clandestine. Félix Rivière en répartissait quelques-uns à l'hôpital Herriot où il travaillait. Nos réunions se tenaient à la Brasserie de l'Etoile, cours Gambetta. Notre principe d'association était la défense de la Charte d'Amiens. C'était une condition d'adhésion. Il advint que des camarades, pour des questions de parti, s'éloignèrent, mais Rivière, bien que socialiste, ne nous quitta pas. En 1946, je me suis trouvé avec presque toute la responsabilité du Comité, confronté avec des marxistes. Le trésorier maintenait le contact avec Paris et Pierre Besnard. Le journal venait de suspendre sa publication et nous reçûmes de Pierre Besnard une lettre nous intimant l'ordre de dissoudre nos comités et d'organiser la C.N.T. française ! Nous étions contre cette opération. Bientôt serait créée la centrale « Force Ouvrière », nom donné par un bulletin que la tendance réformiste de la C.G.T. publia pendant l'occupation. A notre avis, si la scission se produisait, tous les camarades libertaires, socialistes, syndicalistes, tous ceux qui n'acceptaient pas les méthodes de dictature dans les syndicats, devaient entrer à la C.G.T.-Force Ouvrière pour éviter que cette centrale ne glisse à la collaboration de classes.

Notre assemblée, après s'être accordée sur ce point, constitua une Commission qui se rendit à la réunion de ceux qui étaient partisans de la constitution d'une C.N.T. française. J'en étais avec Félix Rivière. Nous avons trouvé réunis une trentaine de camarades en majorité des Espagnols que je connaissais bien puisqu'ils étaient, comme moi, membres de la Fédération locale en exil. Les animateurs étaient pour la plupart des anciens anarchistes amis de Pierre Bes-

nard, presque tous artisans ou retraités. Nous avons exposé notre point de vue et nos perspectives syndicales si la scission de la CGT se produisait. Rivière prit une grande part dans cette discussion. Ce fut en vain. On sait ce que fut cette C.N.T. française ! Là encore, Pierre Besnard se montra comme un élément dissolvant dans le syndicalisme français.

Félix Rivière ne nous oublia pas quand, plus tard, nous constituâmes le Cercle Fernand Pelloutier dont le secrétaire fut le camarade Maurice Organde. En décembre 1963, nous organisâmes une conférence de presse, dans un local aujourd'hui disparu, et qui était l'ancien siège de l'Union départemental des syndicats CGT du Rhône. Les camarades Organde, Fourcade, Argence et l'historien Fernand Rude y prirent la parole. La presse fit un bref compte rendu et le « Progrès » nous gratifia de quelques photos.

Rivière et moi, nous nous portions grande estime. La dernière fois que nous nous sommes vus, ce fut au cimetière de la Guillotière pour l'incinération de ma compagne. Nous nous sommes embrassés pour la dernière fois.

James PADROS.

(Suite de l'article de Pierre AUBERY :
La situation au Québec)

favorisés de la population. De là à éprouver, à l'égard de la main-d'œuvre « native » le dédain des dirigeants anglais de naguère, il n'y a qu'un pas qui pourrait très bien être franchi par les moins généreux d'entre eux. Bien traités par le monde des affaires canado-américain ils pourraient également contribuer à perpétuer le statut néo-colonial de leur province qui sert encore principalement de source de matières premières à bon marché aux industries multinationales de l'aluminium, de l'amiante, de la pâte à papier, dirigées des Etats-Unis par le grand capital. Plus encore, au fur et à mesure que leur qualification professionnelle augmente, ils voient et verront de plus en plus leur mobilité s'accroître. Alors les jeunes compétences québécoises pourraient très bien désertir le pays, attirées par les hauts salaires, les conditions de travail et les possibilités exceptionnelles d'avancement que seules les multinationales basées aux Etats-Unis sont en mesure de leur offrir.

Cela dit et tous comptes faits, les chances du Québec de garder sa langue, ses mœurs, son originalité dans la modernité et la prospérité sont bonnes. Il ne faut pas sous-estimer la force de la tradition de fidélité à leurs origines des Québécois. Car il y a chez eux une joie de vivre, une confiance dans l'avenir, une exubérance juvénile qu'on ne rencontre plus guère ailleurs en Amérique. Les Québécois s'affirment en français avec plus d'enthousiasme et d'allégresse que jamais et l'on ne voit pas, pour le moment, ce qui pourrait les empêcher de continuer à le faire, quelle que soit l'issue des discussions constitutionnelles du 12 septembre.

**Prochaine réunion de
L'UNION DES SYNDICALISTES
samedi 7 février 1981
à 15 heures**

D'OU VIENT L'ARGENT ?

JANVIER 1981 (mois de novembre-décembre) 1980

RECETTES

Abonnements ordinaires	3.916,43	
Abonnements de soutien	3.270	
		<hr/> 7.186,43
Souscription		420
Vente collections		500
		<hr/> 8.106,43
Total des recettes		9.148,32
En caisse au 1-11-80		
		<hr/> 17.254,75

DEPENSES

Téléphone		157
Bandes		1.207,16
Editions Polyglottes		13.157,81
		<hr/> 14.521,97
Total des dépenses		2.732,78
En caisse au 31-12-80		
		<hr/> 17.254,75

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Guigui (Suisse), 250 ; Hamelet (75), 150 ; Rubak (75), 200 ; Grimm (57), 200 ; Fourgeaud (83), 150 ; Grenet (93), 150 ; Le Rai (92), 150 ; Stern (92), 250 ; Grandjouan (75), 500 ; Fornerod (Suisse), 120 ; Guiraudet (75), 200 ; Claveyrolas (43), 200 ; Lèbre (07), 200 ; V. Nan (31), 150 ; Pellet (13), 200.

SOUSCRIPTION

Léo Guyard (92), 50 ; Auremboux (75), 50 ; Germaine Thomas (71), 200 ; Soufflet (75), 50 ; G. Perrier (69), 50 ; Duperray (42), 20.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

C.C.P. 21764 88 D Paris

Nous attirons l'attention des lecteurs sur les ouvrages suivants :

- **L'action syndicaliste**
de Victor GRIFFUELHES 20 F
réédition d'un ouvrage de base écrit en 1908 par un ancien secrétaire général de la CGT.
- **La Chine**
de Robert LOUZON 15 F
Son millénaire d'histoire ; ses cinquante ans de révolution
Pour aider à comprendre la Chine contemporaine.
- **Les trois phases de la révolution socialiste**
de Raymond GUILLORE 10 F
Condensé d'un autre programme socialiste.
- **Les ouvriers de Saint-Nazaire**
de Nicolas FAUCIER 25 F
Une monographie sur un foyer de l'action ouvrière en France.

Tous ces prix sont franco.

Exceptionnellement : les 4 ouvrages 50 F (port en sus)